



**COMMUNIST PARTY
OF CANADA
CENTRAL COMMITTEE**

**PARTI COMMUNISTE
DU CANADA
COMITÉ CENTRAL**

290A Danforth Ave., Toronto, Ontario M4K 1N6 Tel: 416-469-2446
e-mail: info@cpc-pcc.ca website: www.communist-party.ca

Non à la Guerre en Europe !
Pour le rapatriement des soldats, contre la vente d'armes et d'équipements
militaires du Canada et de l'OTAN vers l'Ukraine!
Pour une résolution politique et pacifique!

L'intervention militaire des forces russes en Ukraine a sérieusement augmenté les tensions dans la région, à travers l'Europe, et à l'international. Elle a également accru le danger d'une confrontation entre lesdites "grande puissances", voire même d'une guerre nucléaire. Cette action militaire doit prendre fin le plus vite possible et avec le minimum de pertes humaines, particulièrement au sein de la population civile. Une négociation politique pour mettre fin à cette crise est essentielle.

Le Parti Communiste du Canada condamne le rôle du gouvernement Canadien dans l'augmentation des tensions ayant amené à l'éclosion de la guerre en Europe, de par son envoi de troupes, d'armes, et de son financement de l'Ukraine, tout en assurant qu'une guerre entre celle-ci et la Russie était inévitable.

Au lieu de travailler dans le but d'établir une solution pacifique à cette crise, négociée entre toutes les parties, le gouvernement Canadien a une fois encore suivi la ligne des États Unis et de l'OTAN, ce faisant provoquant la Russie et ignorant ses préoccupations légitimes en matière de sécurité nationale découlant de l'expansion incessante de l'OTAN vers l'Est. L'incitation générale à la guerre comprend aussi la diffusion de propagande guerrière déguisée en informations factuelles sur des médias publics tels que la CBC - Radio Canada.

En 1990, le secrétaire d'État américain de l'époque, James Baker, a conclu un accord avec le Président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, selon lequel l'OTAN ne s'étendrait pas au-delà des frontières de l'Allemagne. C'est exactement ce que l'OTAN a fait, encerclant la Russie avec de nouveaux États membres, des bases militaires et diverses armes pointant toutes vers la Russie. Le coup d'État de Maidan en 2014 a installé en Ukraine un gouvernement nationaliste d'extrême droite, avec la participation ouverte d'éléments fascistes et nazis. Ce coup d'État a été immédiatement suivi d'attaques et de menaces discriminatoires manifestes à l'encontre de l'importante minorité russophone du pays, et a conduit directement à la sécession de la Crimée et à la formation des républiques sécessionnistes de Donetsk et de Lougansk.

Ce coup d'État a également aggravé les tensions entre l'Ukraine et son voisin russe au nord. Cette situation a atteint son paroxysme dimanche dernier lorsque le président ukrainien, M. Zelensky, a déclaré lors d'un sommet sur la sécurité de l'OTAN, que l'Ukraine souhaitait adhérer

immédiatement à l'OTAN et envisagerait d'abroger son statut de pays non nucléaire, ouvrant ainsi la porte à l'installation d'armes nucléaires sur le sol ukrainien par l'OTAN.

Cette action a été immédiatement suivie par le bombardement, la semaine dernière, des républiques nouvellement indépendantes du Donbass oriental par les forces militaires ukrainiennes et ses milices fascistes.

Il semble plus que probable que ces événements aient contribué à la décision russe de répondre par la force militaire le 24 février. Peut-être aussi que la perte de 27 millions de citoyen-nés soviétiques dans la dernière grande guerre européenne a eu une influence sur cette décision.

Quelle que soit la raison, le Canada aurait pu agir pour désamorcer la crise croissante bien avant que la guerre n'éclate, en insistant pour que l'accord visant à limiter l'expansion de l'OTAN vers l'est soit respecté, en rapatriant les troupes canadiennes stationnées en Lettonie, en refusant d'envoyer des troupes et des armes supplémentaires en Ukraine, en insistant pour que les accords de Minsk soient respectés par le gouvernement de Kiev et en faisant pression pour des négociations menant à une solution politique et pacifique.

Aujourd'hui, le Canada doit agir pour éteindre le feu qu'il a contribué à allumer, avant qu'il ne prenne de l'ampleur et ne s'étende à toute l'Europe. Le gouvernement canadien doit :

- Rapatrier les troupes, les armes et l'équipement militaire canadiens situés en Europe - Exiger que les États-Unis, l'OTAN et l'UE se retirent immédiatement de la région et du conflit, et respectent l'accord visant à limiter la frontière de l'OTAN en Europe de l'Est à l'Allemagne.
- Faire pression pour une solution politique négociée entre la Russie, l'Ukraine et les républiques du Donbass.

Les États-Unis, le Canada et l'OTAN ne sont pas les gendarmes du monde. Les travailleuses du Canada et du monde entier partisan-es de la paix et réclamant des solutions politiques - et non pas la force militaire - devront agir rapidement pour reconstruire de puissants mouvements pour la paix capables d'arrêter et de prévenir les guerres tout en réclamant des comptes aux gouvernements. Le retrait immédiat du Canada de l'OTAN serait un bon premier pas vers sa dissolution complète.

Comité exécutif central
Parti communiste du Canada
Le 24 février 2022